

Marche de protestation contre la candidature d'Ali Bongo

Les forces de l'ordre kidnappent une trentaine de personnes

Par Sophie Beuve Mery

Une trentaine de personnes ont été arrêtées le samedi 9 juillet. Une vingtaine l'ont été au rond-point de la Démocratie, d'autres au quartier Nkembo et à la hauteur de l'Université Omar Bongo (UOB). Si jusqu'à présent, les parents, les membres de la société civile et les leaders estudiantins s'attellent à identifier tous ceux qui ont été kidnappés, les noms de certaines figures de proue ont été révélés. Il s'agit de Jean Rémy Yama, président de la confédération syndicale Dynamique unitaire (DU) et coordonateur général du mouvement citoyen Témoins actifs ; Roger Abessolo, président du Syndicat national des travailleurs des affaires sociales (Synatras) et secrétaire confédéral de DU ; Koumba Mba Essiane, président du Syndicat national du personnel de l'agriculture (Synpa) ; Francky Nguizomo, Gilbert Nang Mendome, Jean Rémy Ebanega ... Tous sont membres du mouvement citoyen Témoins actifs, qui a décidé de tout faire pour barrer la route à une nouvelle imposture et à faire dire le droit rien que



Pendant que les éléments de la police judiciaire gazaient les gens avec des bombes lacrymogènes, ces derniers utilisaient des pierres pour riposter

le droit aux institutions impliquées dans l'organisation de la présidentielle, dont la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cenap)

ainsi que la Cour constitutionnelle.

Ces arrestations surviennent pendant et après les échauffourées nées de la présence intrusive des forces de l'ordre sur le lieu de la manifestation de la société civile. En effet, alors qu'Ali Bongo Ondimba faisait son show après le dépôt de sa candidature, à quelques encablures de là, la société civile, qui, avait invité la population au siège de la DU pour une marche pacifique, il y a trois semaines, organisait aussi sa rencontre. Des jeunes ont prié les agents des forces de sécurité de quitter les lieux et d'aller plutôt veiller sur le président sortant.

Malheureusement, ces derniers sont restés de marbre, en faction, prêts à envahir le site. Leur silence a été traduit comme un signe de contestation et une violation du droit de manifester. L'acte de trop fut le blocage de toutes les issues. Une lutte a donc commencé. Pendant que les éléments de la police judiciaire gazaient les gens avec des bombes lacrymogènes, ces derniers utilisaient des pierres pour riposter. Dans la débandade qui s'en est suivie, les forces d'Ali Bongo en ont profité pour arrêter des individus bien ciblés.

Dans un point-pressé tenu après les manifestations, la société civile a

vertement condamné cette attitude qu'elle qualifie de violation flagrante des libertés. Par ailleurs, elle a enjoint aux forces de l'ordre de libérer, sans condition, toutes les personnes arrêtées. « Nous condamnons vivement et fermement ces opérations de kidnapping et de séquestration rondement organisées et exigeons la relaxation pure et simple de tous les citoyens. Faute de la libération immédiate et sans condition, la société civile libre se réserve le droit d'entreprendre des manifestations à toutes fins utiles, pour faire libérer ses membres et militants », a déclaré Marc Ona Essangui.

Il est important de rappeler que la manifestation d'Ali Bongo, prévue à la même date, devait au préalable se dérouler au Jardin botanique. Contre toute attente, dans la nuit du vendredi, un podium a été installé au rond-point de la Démocratie. Le signe de la provocation était donné. Cette démarche visant à rechercher à chaque fois l'affrontement est la nouvelle méthode qu'utilise le pouvoir en place pour jeter l'anathème sur les opposants ou sur la société civile. Malgré ces intimidations, le peuple reste ferme et déterminé à faire respecter la Constitution.